



Compte Rendu du CRE de Lomme du 02 octobre 2017

Etaient présents : Stéphane GUENEZAN, Pascal SANDIFORT

Démarrage du CRE à 9 H 15

Propos du président

« Nous avons reçu des recommandations expresses de la directrice générale pour que les régions contribuent à un effort de charge d'ici la fin de l'année. La situation financière de l'établissement n'est pas florissante et nous sommes tenus de contribuer au redressement. Mais il faut le faire avec autant de détermination que de discernement. »

« quelques points majeurs :

- Conserver le rythme en matière de compte rendu clients pour garantir un niveau de recouvrement optimal. Améliorer le besoin en fond de roulement pour améliorer la trésorerie. Optimiser le recouvrement de facture.
- Améliorer la saturation du dispositif
- Un effort sur la masse salariale : limiter le recours aux CDD. »

« L'effort demandé à la région des Hauts de France, est de 4,6% de notre budget de fonctionnement annuel. Le niveau de la marge qui est suggéré n'est difficilement praticable. Néanmoins différents leviers existent :

- Organisation des réunions en visioconférence
- Recours aux compétences internes pour éviter la sous-traitance
- Les opérations d'entretien non urgentes doivent être décalées à 2018
- L'affranchissement doit être fait en lettre verte
- Les photocopies couleurs doivent être réservées aux nécessités techniques
- Les bonnes pratiques MO PO doivent être maintenues pour ne pas constater de stock en fin d'année.

« Facturation : les demandes d'avance sont optimisées à raison des 5% qui sont contractualisées avec le Conseil Régional »

« Il ne s'agit absolument pas de baisser la qualité de nos prestations car il faut garantir le bon fonctionnement de nos formations.

On peut considérer que la relation avec nos fournisseurs se passe bien dans 95% des cas mais il se peut qu'il y ait aussi des difficultés comme dans toute relation contractuelle. »

« Frais de déplacements : Il est conseillé de limiter le déplacement aux seules activités de production et de clientèle. »

MOPO : Les marges sont difficiles car nous sommes très bien situés dans la gestion de cette ligne conformément aux moyennes nationales. »

FRAIS DE FONCTIONNEMENT :

« 20 M 930 à fin août sur les 30 M 400 de budget estimé sur l'ensemble de l'année 2017. Comme nous sommes une région avec un bon niveau de production, il nous est difficile de faire mieux. Les frais de structure nationaux nous impactent de l'ordre de 8 à 9 M€. »

Premiers postes de dépenses des frais de fonctionnement

- SOUS TRAITANCE (dont auto-entrep.)	9 M 658	31 %
- MOPO	4 M 131	13 %
- ENERGIE et FLUIDES	2 M 933	9 %
- ENTRETIEN COURANT	2 M 773	9 %
- ACHATS STOCKES	2 M 347	7 %
- IMPOTS ET TAXES	2 M 199	7 %
- RESTAURATION	1 M 685	5 %
- NETTOYAGE et GARDIENNAGES	1 M 459	4 %
- FRAIS DE DEPLACEMENT	1 M 304	4 %
- Autres charges (Téléphonie, communication, crédit baux, etc)		6 %

« 4 postes occupent plus 60 % des charges, la sous traitance, les MOPO, l'énergie et l'entretien courant.

« 9350 places sur le plan 80 000 répartis à part égale entre le CR et PE. On souhaite récupérer aujourd'hui 2000 places. Nous avons 2 M 300 qu'il nous faut instruire. »

« Nous sommes en phase avec le plan de trésorerie que nous avons envisagé. Tout le plan de rattrapage des marchés élaboré avec les CR NPDC et Picard a fait l'objet d'un plan d'action.

Nos propres délais de traitement sont tributaires des délais de de facturation contractualisé qui sont de 3 mois pour les opérateurs publics. Il nous est difficile d'être en dessous. Notre moyenne de délai de paiement moyen est de 4,6 mois, ce qui est un excellent chiffre. «

- 6,2 de délai de paiement pour le conseil régional,
- 3,6 pour le secteur entreprise
- 3,4 pour le CIF
- 2,1 pour Pôle Emploi

« Nous sommes la région qui a le plus de besoin de trésorerie compte tenu de notre volume d'activité qui est élevé. Pour les nouvelles commandes à gérer sur les mois d'Octobre et de Novembre: il nous faut 15 ETP pour pouvoir répondre à ces commandes.

Les prévisions des retombées du plan 80 000 n'ont pas été intégré ni en recette ni en charge. »

« Exemple, La Française de Mécanique : l'équipe commerciale devrait finaliser des commandes et des obtentions de marché de type POEC compte tenu d'une hausse très forte de l'activité de la FdM »

Apprentissage :

« Dans notre région, le CR devient moins généreux sur l'apprentissage car désormais il le finance à l'HTS alors qu'avant il finançait la section quel que soit le nombre de stagiaires. C'est une pratique qui s'étend à d'autres régions. De fait le choix du positionnement de l'AFPA sur la région doit être étudié avec le plus grand sérieux car les contraintes pédagogiques sont différentes de celle de l'AFPA (mix et obligation de l'enseignement général). »

Perspectives d'EBE à fin de l'année : + 4M€



Effectifs Haut de France à fin août 2017 - comparaison à la fin août 2016

Total	588	- 11
Formation	267	- 3
Conseil en formation	49	+3
Exploitation	83	- 5
Accompagnement	32	- 1
Gestion admin	29	- 1
Service Généraux	25	+ 4
Transitions	21	- 3
Restaurant	20	- 2
Commercial	23	- 3
Finances	10	+ 1
RH	8	+0
Log	7	- 3
SI	5	+0

La tendance baissière des effectifs CDI est nationale et la région se situe dans la moyenne à ce niveau là

Effectifs CDD	298	+ 110
Dont formateurs	216	+ 76

Fin de CRE à 12 H

Les élus CFE et RS CGC : Jean-Marie LARIVIERE – André THOMAS